

PALESTINE

Le président Abbas annonce le début du dialogue interpalestinien

Le président palestinien Mahmoud Abbas a annoncé hier que le dialogue interpalestinien débutait dès aujourd'hui.

Dans une déclaration à la presse, le président Abbas a indiqué qu'il a été convenu lors de sa rencontre hier avec le président égyptien Hosni Moubarak que l'Égypte devait convoquer dans quelques jours toutes les factions palestiniennes pour un dialogue interpalestinien.

A propos des rumeurs concernant l'opposition américaine à la présence du mouvement Hamas au dialogue interpalestinien, Mahmoud Abbas dira que « nous n'avons pas entendu parler d'un veto américain contre le dialogue », précisant que « si cela devait se produire, nous nous y opposerions et nous n'accepterions aucune ingérence dans un dialogue interpalestinien ».

Le président palestinien avait affirmé récemment dans des déclarations à la presse que le dialogue interpalestinien sera fondé sur l'initiative arabe, précisant que le dialogue sera entamé en Égypte pour être poursuivi devant la Ligue arabe.

Le représentant personnel du président palestinien en Égypte, M. Nabil Chaâth avait indiqué que le président Abbas avait reporté l'appel à un dialogue interpalestinien en raison des priorités devant être définies après la trêve et l'échange



Un dialogue fondé sur l'initiative arabe.

des prisonniers, expliquant que « trois questions principales, indépendantes l'une de l'autre mais liées en même temps, prévalent sur la scène palestinienne, à savoir la trêve, le dialogue national et l'échange des prisonniers ».

Nabil Chaâth a tenu les mouvements Fatah, dont il est membre du

Comité central, et Hamas pour responsables du blocage du dialogue interpalestinien.

Concernant les négociations palestino-israéliennes prévues mercredi prochain à Washington en présence des États-Unis, le président palestinien a exprimé la détermination d'aller de l'avant dans les

négociations mêmes si elles ne devaient pas nécessairement aboutir. Concernant les dernières déclarations du candidat démocrate à la présidentielle américaine, Barack Obama, qui s'est aligné sur la position israélienne au désavantage des Palestiniens, le président Abbas a affirmé avoir évoqué avec le candidat à la Maison-Blanche les négociations et les entraves de la partie israélienne, ajoutant que « M. Obama a saisi ce que nous avons dit mais nous ne pouvons pas le juger avant qu'il soit élu ». Arrivé samedi au Caire en provenance de la capitale jordanienne, le président de l'Autorité palestinienne s'est entretenu avec son homologue égyptien Hosni Moubarak sur l'avancée du processus de paix entre les Palestiniens et Israël et les moyens de coordonner les positions avant la reprise des négociations prévue le 30 juillet à Washington en présence de la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice. Nabil Chaâth avait réaffirmé l'attachement du président de l'Autorité palestinienne aux priorités, notamment la question d'Al-Qods et celle des frontières. « Nous ne réaliserons aucune avancée, car le président Abbas ne veut faire aucune concession et les Américains ne se sont pas montrés disposés à faire pression sur Israël. Une avancée dans les négociations relèverait d'un miracle », a-t-il soutenu.

LIBAN

A Tripoli, les combats ont transformé Bakkar en quartier fantôme

Le linge pend encore aux balcons, les portes des appartements sont ouvertes, mais il n'y a pas âme qui vive à Al-Bakkar, transformé en quartier fantôme à la suite des violents combats qui viennent de faire neuf morts en deux jours à Tripoli, dans le nord du Liban.

« J'ai fui la maison vendredi avec ma femme et nos quatre enfants. Entre-temps, l'appartement a totalement brûlé, ainsi que les meubles, l'électroménager et même nos vêtements », déclare à l'AFP Zoheir Moslemani.

« J'ai travaillé dur pendant neuf ans au Nigeria pour faire construire cette maison. Tout est parti en fumée », déplore cet homme de 35 ans. Il balaie du regard les murs noircis de sa maison située dans le quartier majoritairement sunnite de Bakkar, qui, avec celui de Chaârani, est plus connu comme site du « projet Hariri », du nom de l'ex-Premier ministre assassiné Rafic Hariri qui y avait fait construire un complexe immobilier.

Autour de lui, les immeubles sont déserts et personne ne s'aventure dans la rue. Un silence écrasant a remplacé le chahut d'enfants jouant au football ou la cacophonie des résidents s'interpellant.

Les habitants ont fui les violents combats ayant opposé sunnites et alaouites, issus d'une branche du chiisme, qui ont fait neuf morts

depuis leur déclenchement dans la nuit de jeudi à vendredi. Ces derniers combats portent à 23 le nombre de décès dans les affrontements

qui se renouvellent périodiquement depuis juin. Fatema al-Kawwas, 64 ans, a aussi fui avec ses quatre enfants sa maison de Chaârani. L'appartement, touché depuis par une roquette, est devenu inhabitable.

« Même si je touche des dédommagements, je n'y reviendrai jamais, à moins d'être sûre à 100% que les combats ne reprendront pas », affirme-t-elle.

« Près de 2. 200 familles ont fui leurs domiciles dans les quartiers à forte majorité sunnite de Bab Al-Tebbaneh, Al-Mankoubine et de Bakkar, situés sur les lignes de confrontation », a affirmé à l'AFP une source au sein du Courant du futur, le mouvement du dirigeant sunnite Saâd Hariri, principal bloc de la majorité antisyrilienne.

« Près de 1 500 personnes se sont réfugiées dans huit écoles », a de son côté précisé à l'AFP le chef de la municipalité de Tripoli, Mohamed Rachid Jamali. « Nous nous attendons à ce que la moitié des déplacés regagnent leurs domiciles dans les prochains jours. Pour le reste, ceci prendra plus longtemps, leurs maisons ayant été détruites ou gravement endommagées », a-t-il ajouté. Selon un responsable de la sécurité, « l'armée a interdit le retour des

habitants dans certaines zones en raison de la présence de grenades qui n'ont pas explosé ».

« Les militaires (les) démantèlent une par une. » Des dizaines de chars et véhicules blindés ont pris position dans les zones des affrontements, dont Bab al-Tebbaneh, fief de la majorité antisyrilienne, et Jabal Mohsen, dont les habitants, des alaouites, soutiennent majoritairement l'opposition menée par le Hezbollah chiite.

Ce déploiement en force de l'armée, qui a rétabli le calme depuis samedi, n'est pas considéré comme le gage d'une fin définitive des combats. « C'est le quatrième déploiement depuis juin et à chaque fois que les tirs reprennent, l'armée prend la poudre d'escampette », déplore M^{me} Kawwas. « Il faut régler le problème à la racine et sceller un solide accord de réconciliation entre belligérants », estime Hassan Chaaban, 55 ans, qui a fui depuis vendredi avec ses sept enfants. A Tripoli, l'antagonisme entre les communautés sunnite et alaouite remonte à l'époque de la guerre civile (1975-1990) où Bab Al-Tebbaneh était devenu un refuge pour des habitants de la ville syrienne d'Hama, rasée en 1982 par le régime de l'ancien président Hafez Al-Assad après une insurrection islamiste. En 1986, les forces syriennes, qui occupaient le Liban, avaient pénétré dans Bab Al-Tebbaneh, y tuant 300 personnes avec l'aide des alaouites de Tripoli.

OMC

La Chine revient sur ses engagements dans l'agriculture

La Chine a averti ses partenaires de l'Organisation mondiale du commerce qu'elle n'ouvrirait pas son marché à trois produits agricoles importants, provoquant la colère de plusieurs autres pays en développement, a rapporté hier un diplomate.

Au septième jour des négociations de Genève sur la libéralisation des échanges mondiaux, les représentants chinois ont averti qu'ils entendaient protéger leur production de riz, de coton et de sucre, produits sur lesquels ils n'en-

tendent pas abaisser leurs droits de douane, selon un diplomate qui a requis l'anonymat. Cette annonce a été accueillie avec stupeur par plusieurs pays en développement qui dépendent d'un petit nombre de produits d'exportation, notamment la Thaïlande avec le riz et les pays africains avec le coton. La position chinoise est problématique aussi pour le Brésil à propos du sucre, et pour l'Inde à propos du coton. « La Chine est devenue un problème majeur. Elle revient sur beaucoup de ses

engagements », a commenté le diplomate. Le projet de compromis du directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, qui a suscité une percée vendredi passé après sept ans de négociations sur l'agriculture et les produits industriels, prévoit que les pays en développement abaissent au maximum de 36% leurs droits de douane sur leurs importations agricoles.

Mais le projet les autorise à définir 5,3% de « produits sensibles », sur lesquels la baisse des droits serait moins forte, ainsi que 12% de pro-

duits « spéciaux », au nom de la sécurité alimentaire ou du développement rural, pour lesquels la baisse des droits ne dépasserait pas 11%. En outre, 5% des produits spéciaux ne subiraient aucune réduction tarifaire.

Selon le diplomate, la Chine a par ailleurs averti qu'elle ne participerait à aucune négociation sectorielle dans le domaine des produits industriels, suscitant une levée de boucliers de la part de la Thaïlande, de Taïwan, de l'Uruguay et du Paraguay.

AFGHANISTAN
Un garde de sécurité tué dans un attentat suicide

Un garde de sécurité a été tué et six de ses collègues ont été blessés hier dans un attentat suicide à l'est de l'Afghanistan, au cours duquel a également péri l'auteur de l'attaque, a-t-on annoncé de source officielle.

L'auteur de l'attentat, la poitrine bardée d'explosifs, a activé ses charges en entrant sous une tente où étaient réunis des gardes de sécurité, employés d'une société de construction routière dans la province de Khost, a-t-on ajouté de même source.

« Un garde a été tué et six ont été blessés dans l'attentat suicide. Ils travaillaient pour le compte d'une société privée », a déclaré à l'AFP Gul Qasim Jihadyar, responsable du district de Yaqoubai où s'est produit l'attentat.

La province de Khost, à la frontière avec le Pakistan, est fréquemment le théâtre d'attentats et d'attaques menés par les talibans.

Plus tôt dans la journée, le gouverneur de la province de Khost avait annoncé la mort de 50 à 70 talibans lors de frappes aériennes d'appareils de l'OTAN dans le district de Spera, dans la même province.

EMBUSCADE
AU SUD-OUEST
DU PAKISTAN
Au moins
12 insurgés tués

Au moins 12 insurgés ont été tués par les forces de sécurité pakistanaises lors d'une embuscade dans le sud-ouest du pays, a indiqué hier une source militaire.

Selon le général Saleem Nawaz, les combats ont eu lieu près de la ville de Dera Bugti, à environ 350 kilomètres de Quetta, capitale de la province du Balouchistan.

Au moins 12 hommes armés ont été tués et 17 autres blessés au cours de cette opération, a affirmé le général Saleem Nawaz, cité par les médias.

Les forces de sécurité ont entièrement détruit des bases arrière des insurgés et découvert d'importantes caches d'armes et de munitions, a ajouté le général.

Mercredi, vingt membres présumés des talibans ont été également tués dans une opération sécuritaire de l'armée pakistanaise dans le nord-ouest du pays.